

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 12 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NAUDON & MATHE Frères

ZI du Cheix
23300 La Souterraine

Références : 2025-09-12 UID232025-075r_georisques
Code AIOT : 0003100124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement NAUDON & MATHE Frères implanté ZI du Cheix 23300 La Souterraine. L'inspection a été annoncée le 16/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NAUDON & MATHE Frères
- ZI du Cheix 23300 La Souterraine
- Code AIOT : 0003100124
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NAUDON-MATHE est installée sur la ZI du Cheix situé sur le territoire de la commune de LA SOUTERRAINE.

Elle est spécialisée dans la fabrication de menuiseries industrielles en bois.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation ICPE à la date du 04/07/2025	Code de l'environnement du 01/07/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie – localisation des risques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1, point 4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1, point 4.2.a	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 1, point 4.2.a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle périodique relatif à la rubrique 2415 est à réaliser rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation ICPE à la date du 04/07/2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2025
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation de la situation administrative du site
Prescription contrôlée : Contrôle de la déclaration relative au récépissé N°20010080 2410-2 Atelier où l'on travaille le bois (puissance installée comprise entre 50 kW et 200 kW) 2415-2 Installation de mise en œuvre de produits de traitement du bois - quantité présente comprise entre 100 et 1000 l 2940-2 Application de peinture, vernis par pulvérisation ou enduction avec une quantité comprise entre 10 kg/j et 100 kg/j
Constats : Le site a fait l'objet d'une déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de la déclaration en date du 28/03/2001 au titre des rubriques : 2410-2 pour son activité de travail du bois : puissance installée de 60kVA. 2415-2 pour son activité de mise en œuvre de produits de préservation du bois : capacité déclarée de 200 litres pour l'application en cabine d'aspersion et non concernée au titre de la rubrique 2940-2 pour son activité de peinture en cabine d'aspersion. Le site a évolué sous couvert du récépissé de déclaration N°20010080 en date du 28/03/2001. L'exploitant indique un abonnement souscrit de 168 kVA à l'heure actuelle. L'exploitant indique posséder 575 litres de produits biocides sur site. L'exploitant possède une cabine de peinture automatisée dont les volumes auraient augmenté depuis 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une clarification sur le détail des puissances installées (en kW) au titre de la rubrique 2410-2 est à effectuer en listant les puissances des machines fixes contribuant au travail du bois sur site. L'exploitant fournira une feuille de calcul permettant à l'Inspection des Installations classées de statuer sur l'éventuel classement ICPE au titre de la rubrique 2940-2-b).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique au titre de la rubrique 2415
<p>Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme :</p> <p>" objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4.</p> <p>Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier.</p> <p>Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle périodique par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement pour les installations de mise en oeuvre de produits préservation du bois (<u>rubrique 2415 de la nomenclature des ICPE</u>).</p> <p>La périodicité de ce type de contrôle est de cinq ans maximum.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser le contrôle périodique par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du Code de l'environnement pour les installations de mise en oeuvre de produits préservation du bois relevant de la rubrique 2415 de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Le rapport de contrôle sera transmis à l'Inspection dès réception par l'exploitant accompagné, le cas échéant, d'un échéancier de réalisation des actions correctives en cas de non-conformités.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.</p> <p>Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail.</p>
Constats : Pas de documents fournis.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations classées les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le dernier rapport de vérification des installations électriques,- Le rapport Q18 associé à cette vérification. <p>Le cas échéant, si les précédents rapports en faisaient état, l'exploitant renforcera son suivi des installations électriques.</p> <p>Il réalisera les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports de vérification des installations électriques et en assurera la traçabilité.</p> <p>Il mettra en conformité les anomalies électriques pouvant générer un risque d'incendie ou d'explosion dans un délai n'excédant pas un mois et soldera les autres anomalies sous un an.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection, dans un délai de 1 mois, l'échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1, point 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques).</p> <p>Ce risque est signalé.</p> <p>Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué être en capacité de fournir les éléments à la suite de la visite d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira un plan des installations avec la localisation des zones à risque incendie du site.</p> <p>Ce plan doit être complété avec notamment un descriptif des différentes activités exercées avec leurs localisations et la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques, risque électrique).</p> <p>Le recensement doit être réalisé et formalisé sur le plan pour chacune des parties de l'installation susceptible d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article nnexe 1, point 4.2.a
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment ,pour toutes les installations, d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
Constats : La visite d'inspection a permis de constater la présence d'extincteurs à l'intérieur des locaux et notamment placés dans la zone de travail du bois. Il est constaté la présence d'un poteau incendie à proximité du site et de la caserne des pompiers à quelques centaines de mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le dernier rapport de vérification annuelle des extincteurs. Un test de débit du poteau incendie le plus proche sera à réaliser avec le gestionnaire du réseau d'eau ou le SDIS 23.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 1, point 4.2.a
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les différents matériels de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours et des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de la gestion des moyens de lutte contre l'incendie et afin de compléter les consignes de sécurité du site, l'exploitant établit un plan d'implantation des différents extincteurs et des autres moyens incendie présents dans l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des stockages
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, tels que les diluants ou les solvants, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés ;
Constats : Le stockage des produits de traitement du bois sont placés sur une rétention. La visite a permis de constater la présence de nombreux pots de peinture en cours d'utilisation. Ces produits ne sont pas sur rétention. Au vu de l'augmentation de son activité de peinture/traitement du bois, l'exploitant a pour projet la création d'une zone de stockage des produits plus adaptée et sur rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant proposera à l'Inspection des Installations classées son projet de nouveau local permettant de pérenniser le stockage de produits biocides et de stocker les peintures sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois